

VIA WUI+  
EURCOM WSH

21877 COMEU B  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 18:48 8-10-82 000021725 - 000023313

TLX NR 174351-SG / B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 98 DU 08.10.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

-----  
AU COURS DE SON SEJOUR A NEW YORK (28.9/1.10) LE PRESIDENT THORN A RENCONTRE LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DE NOMBREUX PAYS TIERS : AUSTRALIE, CANADA, CHINE, EGYPTE, ETATS UNIS, INDE VENEZUELA ET YOUGOSLAVIE.

PRINCIPAUX SUJETS EVOQUES :

- LA REUNION MINISTERIELLE DU GATT (LA COMMISSION PARTICIPE ACTIVEMENT AUX TRAVAUX PREPARATOIRES DE GENEVE TOUT EN SE PRE-OCCUPANT DES DIFFICULTES RENCONTREES ET DES OBJECTIFS AMBITIEUX DE LA RENCONTRE) ET LA SITUATION ECONOMIQUE GENERALE.
- LES NEGOCIATIONS GLOBALES NORD/SUD, DONT LA COMMISSION A SOULIGNE L'URGENCE DE LEUR LANCEMENT.
- LE MOYEN-ORIENT.
- LES RELATIONS BILATERALES CEE/USA.
- DIVERSES QUESTIONS BILATERALES EN COURS (CANADA) OU LE RENFORCEMENT DE CELLES-CI (YOUGOSLAVIE ET CHINE, NOTAMMENT).

LE PRESIDENT A EGALEMENT RENCONTRE LE PRESIDENT DE LA 37E SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DEG NATIONS UNIES ET, SURTOUT, LE SECRETAIRE GENERAL, PEREZ DE CUELLAR, AVEC LEQUEL IL S'EST ENTRE-TENU NOTAMMENT DES NEGOCIATIONS GLOBALES ET DES CONCEPTIONS DE CELUI-CI QUANT AU ROLE DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE SECURITE COLLECTIVE.

LE PRESIDENT A ENFIN PARTICIPE AUX RENCONTRES ET AU DINER DES MINISTRES DES DIX QUI SE SONT ENTRETENUS, OUTRE DE DIVERSES QUESTIONS COMMUNAUTAIRES, DE L'AFFAIRE DU GAZODUC SOVIETIQUE (IL N'Y A PAS EU DE RENCONTRE DES ''QUATRE'' AVEC L'ADMINISTRATION US) ET DU TRAITEMENT DU DOSSIER DES FALKLAND DANS LES NATIONS UNIES.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL PECHE

-----  
LE CONSEIL NE S'EST REUNI QUE L'APRES-MIDI DU LUNDI (PRINCIPALEMENT EN RESTREINTE) ET S'EST TERMINE SANS UN ACCORD SUR LES VOLETS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMMUNE. IL A ETE CONVENU DE CONVOQUER UNE NOUVELLE REUNION AVANT LA FIN DU MOIS (PROBABLEMENT LES 25 ET 26 OCTOBRE) DANS L'ESPOIR D'ABOUTIR A UNE CONCLUSION DEFINITIVE SUR CE DOSSIER.

1	RD-ES
TR.	BS <sup>3</sup>
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	MP JMB
	C.F.

REG/ Global Communications

REG/ Global Communications

SUR LE VOLET EXTERNE LE CONSEIL A PRIS DEUX DECISIONS :

- CONCLUSION DE L'ACCORD AVEC LA NORVEGE,
- SIGNATURE DE L'ACCORD AVEC LA GUINEE CONAKRY.

LA DELEGATION FRANCAISE A DEMANDE QUE LES NEGOCIATIONS AVEC LA GUINEE EQUATORIALE SOIENT ACCELEREES ET QUE CELLES AVEC LE GHANA, LE GABON, SAO TOME, L'ANGOLA ET LES ILES DU CAP VERT SOIENT PRIORITAIREMENT ENGAGEES.

LES DELEGATIONS GRECQUE ET ITALIENNE ONT DEMANDE QUE DES NEGOCIATIONS SOIENT ENTREPRISES AVEC LA TUNISIE POUR LA CONCLUSION D'UN NOUVEL ACCORD, LE DERNIER AYANT EXPIRE EN 1979.

## 2.2 ACIER OBJECTIFS GENERAUX 1985

-----

LA COMMISSION A ADOPTE EN PREMIERE LECTURE UN DOCUMENT DE BASE QUI PRESENTE UNE ANALYSE DE L'EVOLUTION DES MARCHES SIDERURGQUES, DE L'ETAT DES STRUCTURES DE PRODUCTION, DES CONTRAINTES IMPOSEES PAR LA SITUATION ECONOMIQUE ET DE LA PRESSION DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE.

LE PROBLEME PRINCIPAL EST CELUI DU DESEQUILIBRE QUANTITATIF ET QUALITATIF ENTRE OFFRE ET DEMANDE : EXCEDENT STRUCTUREL DES CAPACITES DE PRODUCTION ET RETARDS DE COMPETITIVITE SONT LES DEUX FACTEURS MAJEURS QUI AFFECTENT LA VIABILITE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE COMMUNAUTAIRE. (LA COMMISSION CONSTATE QU'IL EST NECESSAIRE DE REVISER EN BAISSSE LES PREVISIONS LES PLUS PRUDENTES QUI AVAIENT ETE FAITES AU COURS DES DERNIERES ANNEES AVEC UNE CONSOMMATION DE PRODUITS FINIS DANS LA COMMUNAUTE DE L'ORDRE DE 93 MILLIONS DE TONNES). CELA ENTRAINE LA NECESSITE D'UN PROGRAMME SEVERE DE REDUCTION ET DE MODERNISATION DES CAPACITES.

C'EST DANS CETTE DIRECTION QUE LES EFFORTS DE RESTRUCTURATION DOIVENT ETRE RENFORCES POUR TENIR L'ENGAGEMENT SOUSCRIT PAR LES ETATS MEMBRES D'UN RETOUR A L'EQUILIBRE FINANCIER DE LA SIDERURGIQUE COMMUNAUTAIRE, DANS DES CONDITIONS DE MARCHE NORMALES, EN 1985.

LE DOCUMENT SERA TRANSMIS POUR AVIS AU COMITE CONSULTATIF CEE ET POUR INFORMATION AU CONSEIL ET AU PARLEMENT. SUR BASE DES DISCUSSIONS ENGAGEES AVEC CES INSTITUTIONS DANS LES MOIS PROCHAINS, LA COMMISSION SERA EN MESURE D'ADOPTER LES CONCLUSIONS OPERATIONNELLES POUR LA CONDUITE DE LA POLITIQUE SIDERURGIQUE COMMUNAUTAIRE.

## 2.3 RECONVERSION DES REGIONS FRAPPEES PAR LA CRISE SIDERURGIQUE

-----

PARALLELEMENT A L'ADOPTION DES "OBJECTIFS GENERAUX ACIER 1985" LA COMMISSION A APPROUVE, SUR PROPOSITION DE MM. GIOLITTI, DAVIGNON, ORTOLI ET RICHARD, LES GRANDES LIGNES D'UNE SERIE DE

MESURES PROPRES A FAVORISER LA RECONVERSION DES ZONES AFFECTEES.

LA COMMISSION EST D'AVIS QU'IL IMPORTE D'UTILISER A CETTE FIN L'ENSEMBLE DES INSTRUMENTS COMMUNAUTAIRES, NOTAMMENT : MOBILISATION DES INSTRUMENTS CEE (NOTAMMENT PAR LA BONIFICATION DES INTERETS DES PRETS DE RECONVERSION) ET DU FONDS SOCIAL (PARA 2.5) REVISION DU REGLEMENT ET ELARGISSEMENT DE LA SECTION "HORS QUOTA" DU FEDER (ENVIRON 200 MIO ECUS POUR LA RECONVERSION SIDERURGIQUE SUR UN TOTAL DE 700 EN CINQ ANS), PROPOSITIONS POUR LE "NIC III" (PARA 2.4).

2.4 PROMOTION DES INVESTISSEMENTS - NIC III

LA COMMISSION A ADRESSE AU CONSEIL UNE COMMUNICATION CONCERNANT DES INITIATIVES DESTINEES A PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF. LE PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN SERA PRECEDE PAR UNE REUNION DU CONSEIL 'ECONOMIE ET FINANCES' (REPORTEE AU 15 NOVEMBRE) ET DU CONSEIL MIXTE 'ECONOMIE ET FINANCES ET AFFAIRES SOCIALES' (16 NOVEMBRE).

LA COMMUNICATION A POUR BUT DE PRECISER DES ORIENTATIONS D'ACTION -TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE- DE NATURE A AMELIORER OU A CREER CERTAINES DES CONDITIONS DANS LESQUELLES S'EXERCE L'ACTIVITE PRODUCTIVE, DONC L'INVESTISSEMENT.

A CET EGARD, LA COMMISSION PROPOSE PAR AILLEURS UNE SERIE DE MESURES POUR LA POURSUITE DU NIC, NOTAMMENT PAR UNE NOUVELLE TRANCHE D'EMPRUNTS DE 3 MILLIARDS D'ECUS. LES DOMAINES D'APPLI-CATION SERAIENT INFRASTRUCTURE, ENERGIE ET L'ENSEMBLE DES SEC-TEURS PRODUCTIFS QUELQUESOIT LA TAILLE DE L'INVESTISSEUR.

2.5 AFFAIRES SOCIALES

LA COMMISSION A APPROUVE UN AVIS AU CONSEIL SUR LE REEXAMEN DU FONDS SOCIAL AINSI QU'UNE PROPOSITION DE DECISION SUR LES MIS-SIONS DE CELUI-CI. LE REEXAMEN, D'APRES LA COMMISSION, DEVRAIT AVOIR COMME OBJECTIF NOTAMMENT QUE LE FONDS CONTRIBUE A INSTAURER UNE GARANTIE DE FORMATION POUR TOUS LES JEUNES, QU'IL JOUE UN ROLE PLUS ACTIF POUR SOUTENIR DES INITIATIVES LOCALES EN MATIERE D'EMPLOI ET POUR STIMULER LA CREATION D'EMPLOIS, ET QU'IL INTER-VIENNE POUR AMELIORER LE NIVEAU DE FORMATION REQUIS PAR LE DEVE-LOPPEMENT. EN OUTRE, LE FONCTIONNEMENT DU FONDS DEVRAIT ETRE RENDU PLUS SOUPLE ET PLUS EFFICACE.

SIMULTANEMENT, LA COMMISSIGN A ADOPTE UNE COMMUNICATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES DE FORMATION PROFESSIONNELLE. LA COMMUNICATION DEVELOPPE UN PROGRAMME D'ACTIONS AU NIVEAU COMMU-NAUTAIRE FINANCE PAR LE FONDS SOCIAL POUR SOUTENIR LES MESURES A PRENDRE DANS CHAQUE PAYS SUR LA BASE D'ORIENTATIONS COMMUNES. L'UN DES OBJECTIFS MAJEURS DU PROGRAMME EST DE DONNER A TOUS LES JEUNES UNE 'GARANTIE SOCIALE', C'EST-A-DIRE LA POSSIBILITE DE PASSER PAR UN STADE DE TRANSITION D'AU MOINS DEUX ANS, ENTRE LA FIN DE LA SCOLARITE ET L'ACCES AU MARCHE DU TRAVAIL, PENDANT LE-QUEL ILS BENEFICIERAIENT D'UNE EDUCATION COMPLEMENTAIRE ET D'UNE FORMATION AU TRAVAIL.

LA COMMISSION A EGALEMENT ADOPTE UN RAPPORT AU COMITE PERMANENT DE L'EMPLOI SUR L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL ET L'ACCES DES JEUNES AU MARCHE DU TRAVAIL DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL MIXTE DE LA MI-NOVEMBRE. EN MATIERE D'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL, LA COMMISSION DEGAGE LES CONDITIONS A RESPECTER POUR NE PAS POR-TER ATTEINTE A LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES ET PRECISE LE TYPE DE CONTRIBUTION QUE L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL PEUT APPORTER A UNE POLITIQUE GLOBALE POUR L'EMPLOI.

3. ELARGISSEMENT

3.1 CONFERENCE ESPAGNE SUPPLEANTS

LE 5 OCTOBRE, LES DEUX PARTIES ONT SOULIGNE LE PROGRES NORMAL DES TRAVAUX PAR RAPPORT AU PROGRAMME RETENU POUR LE SEMESTRE EN COURS. L'ORDRE DU JOUR A PORTE SUR L'UNION DOUANIERE ET LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, LA CECA ET LES RELATIONS EXTERIEURES.

L'ESPOIR A ETE EXPRIME QU'A L'OCCASION DE LA SESSION MINISTERIELLE PREVUE POUR LE 26 OCTOBRE, DES PROGRES SIGNIFICATIFS SOIENT REALISES, NOTAMMENT DANS LE CHAPITRE DE L'UNION DOUANIERE.

#### 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

##### 4.1 US/EC RELATIONS

-----

COREPER MEETING OF 7 OCTOBER FINALLY AGREED ON THE TEXT FOR THE CONCLUSION OF THE ARRANGEMENT. WITH REGARD TO THE IMPLEMENTING DECISION, SEVERAL RESERVATIONS FROM MEMBER STATES ARE STILL MAINTAINED CONCERNING THE LEGAL BASIS OF THE DECISION AND THE COMMUNITY RESERVE. MOREOVER, THE DELEGATIONS ARE WAITING FOR COMMISSION PROPOSAL ON BURDEN-SHARING. NEW CONSOLIDATED TEXTS WILL BE PREPARED FOR NEXT COREPER MEETING ON 14.10.82.

THE COMMISSION INFORMED THIS WEEK'S COREPER ON RESULTS OF MEETING ON 4.10.82. WITH EUROPEAN PIPES AND TUBES INDUSTRY. THESE RESULTS HAD ALREADY BEEN DISCUSSED BY THE JOINT STEERING GROUP ARTICLE 113 COMMITTEE/ECSC WORKING PARTY ON 6.10. THEY CONSIST, IN ESSENCE, OF A SYSTEM OF POST-FACTUM TRANSMISSION OF STATISTICS TO THE U.S. GOVERNMENT ON EX-MILL DELIVERIES OF PIPES AND TUBES FOR EXPORT TO THE U.S. THE COMMISSION HAS TRANSMITTED THIS PROPOSAL TO U.S. GOVERNMENT AND IS WAITING FOR REACTION.

VICE PRESIDENT DAVIGNON WILL INFORM NEXT WEEK'S COREPER MEETING ON LATEST DEVELOPMENTS. THE U.S. INTERNATIONAL TRADE COMMISSION WILL TAKE ITS FINAL DECISION ON THE EXISTENCE OF INJURY ON 15 OCTOBER. THE DEPARTEMENT OF COMMERCE HAS 7 DAYS FOR TAKING ITS DEFINITIVE DECISION ON THE IMPOSITION OF COUNTERVAILING DUTIES.

##### 4.2 AIDES D'URGENCE AU LIBAN

-----

LA COMMISSION A DECIDE D'AFFECTER LE SOLDE DE L'AIDE AUX POPULATIONS DU LIBAN DECIDEE EN JUIN DERNIER, SOIT 8.9 MIO, A UNE PARTICIPATION AU PLAN D'URGENCE DE L'UNDRD DONT LE COUT TOTAL S'ELEVE A 17 MIO ECUS.

AVEC LES AIDES ALIMENTAIRES D'URGENCE DEJA DECIDEES, L'AIDE TOTALE AUX POPULATIONS SINISTREES S'ELEVE A 22 MIO ECUS.

##### 4.3 CEE-MALTE

-----

EN VUE DE SORTIR DE L'ETAT DE CRISE QUI CARACTERISE LES RELATIONS AVEC MALTE DEPUIS PLUSIEURS ANNEES, LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL D'ENTAMER BIENTOT LES NEGOCIATIONS AVEC MALTE SUR UN NOUVEAU PROTOCOLE FINANCIER, LE PROTOCOLE ACTUEL VENANT A ECHEANCE LE 31 OCTOBRE 1983. ELLE PROPOSE EGALEMENT D'OCTROYER A CE PAYS UNE AIDE FINANCIERE EXCEPTIONNELLE ET UNIQUE DE 10 MECU, DESTINEE A FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE MALTAISE ET A RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET MALTE, DANS LE CADRE DE LEUR ACCORD D'ASSOCIATION.

##### 4.4 ANGOLA ET MOZAMBIQUE

-----

SUITE AUX VISITES QUE LEUR AVAIENT RENDUES M. PISANI EN FEVRIER 1982, LES PRESIDENTS DE CES DEUX PAYS VIENNENT DE FAIRE CONNAITRE OFFICIELLEMENT A LA COMMISSION LEUR INTENTION DE PARTICIPER AUX NEGOCIATIONS EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION CEE-ACP QUI DOIVENT D'OUVRIRE EN SEPTEMBRE 1983.

ations

RG/ Global Communications

RG/ Global Communications

R

RG/ Global

RG/ Global Communications

RG/ Global Communications

ns

EN ACCEPTANT PAR AILLEURS DE RECONNAITRE LA COMMUNAUTE DANS LA DEFINITION GEOGRAPHIQUE QU'EN DONNE LE TRAITE DE ROME, L'ANGOLA ET LE MOZAMBIQUE REpondent DORENAVANT AUX CRITERES ETABLIS PAR LA COMMUNAUTE POUR QUE LEUR SOIT ETENDU LE BENEFICE DU PROGRAMME D'AIDE AUX PVD NON ASSOCIES (POURLEQUEL UNE ENVELOPPE FINANCIERE LEUR ETAIT EN FAIT RESERVEE).

LES CREDITS DISPONIBLES AU TITRE DE CE PROGRAMME POUR 1981 ET . 1982 S'ELEVENT A ENVIRON 17 MIO ECUS POUR LES DEUX PAYS. DES MISSIONS S'Y RENDRONT INCESSAMMENT AFIN D'IDENTIFIER LES PROJETS SUSCEPTIBLES D'ETRE ENGAGES RAPIDEMENT. CONFORMEMENT AUX OBJECTIFS DU PROGRAMME PVDNA, LES PROJETS DOIVENT CONCERNER LE SECTEUR RURAL OU SE SITUER DANS LE CADRE DE LA COOPERATION REGIONALE.

CETTE DECISION PERMETTRA, OUTRE L'APPROFONDISSEMENT DE LA COOPERATION AVEC CES DEUX PAYS, LEUR PARTICIPATION ACTIVE ET POSITIVE A L'INTEGRATION REGIONALE AU SEIN DE LA SADCC OU LA COMMUNAUTE EST APPELEE PAR SES PARTENAIRES A JOUER UN ROLE DYNAMIQUE.

4.5 THAILANDE

ON 7 OCTOBER VICE-PRESIDENT HAFERKAMP RECEIVED AIR CHIEF MARSHAL SIDDHI SAVETSILA, MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THAILAND. DISCUSSIONS CONCENTRATED ON ISSUES IN ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE COMMUNITY AND THAILAND AND THE COMMUNITY AND ASEAN. THERE WAS ALSO AN EXCHANGE OF VIEWS ON THE PROPOSAL FOR A FOURTH EC-ASEAN MINISTERIAL MEETING TO BE HELD IN THE EARLY PART OF 1983 IN BANGKOK.

4.6 GATT

PREPARATION DE LA REUNION MINISTERIELLE  
 LES TRAVAUX PREPARATOIRES SE POURSUIVENT A UN RYTHME INTENSIF. LES DISCUSSIONS PORTENT SUR UN PROJET DE DECLARATION POLITIQUE DES MINISTRES QUI VISE A EXPRIMER LES PREOCCUPATIONS GENERALES QUE SUSCITE LE SYSTEME COMMERCIAL MULTILATERAL ET SON FONCTIONNEMENT ET QUI DEVRAIT FORMULER L'ENGAGEMENT POLITIQUE DE PRENDRE DES MESURES POSITIVES POUR RENFORCER ET AMELIORER LE SYSTEME. DANS CE CONTEXTE, ON DISCUTE EGALEMENT DE LA NOTION DE "CESSEZ-LE-FEU" MAIS LES CONTOURS N'EN SONT PAS ENCORE DEFINIS. EN OUTRE, LES TRAVAUX PORTENT SUR LA PARTIE OPERATIONNELLE DU DOCUMENT MINISTERIEL QUI DEVRAIT CONTENIR DES DECISIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DU GATT ET DONNER EFFET A LA DECLARATION POLITIQUE DES MINISTRES.

CONSEIL DU 1ER OCTOBRE

PLUSIEURS QUESTIONS D'INTERET POUR LA CEE ONT ETE TRAITEES PAR LE CONSEIL. EN PARTICULIER, AU SUJET DU SYSTEME AMERICAIN DE SUBVENTION "DISC", LA CEE A ACCUEILLI AVEC SOULAGEMENT, DOUBLE DE SCEPTICISME, LA DECISION DE L'ADMINISTRATION AMERICAINE DE PROPOSER AU PROCHAIN CONGRES UNE MODIFICATION DE CE SYSTEME. ENTRETEMPS, LA PROPOSITION DE LA CEE DEMANDANT AU CONSEIL L'AUTORISATION POUR PRENDRE DES CONTRE-MESUREG DEMEURE SUR LA TABLE. QUANT A LA PLAINTE AMERICAINE AU SUJET DES PREFERENCES TARIFAIRES DE LA COMMUNAUTE SUR LES AGRUMES, APRES L'ECHEC DES BONS OFFICES DU DIRECTEUR GENERAL DU GATT, LE CONSEIL N'A PAS ENCORE DONNE SUITE A LA DEMANDE AMERICAINE D'INSTITUER UN PANEL POUR L'EXAMEN DE LA PLAINTE.

4.7 REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT

LES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT, SIEGEANT EN REUNION INFORMELLE A LUXEMBOURG LE 5 OCTOBRE, ONT ENTENDU UN EXPOSE DE M. PISANI SUR L'ETAT DE PREPARATION DES STRATEGIES ALIMENTAIRES AU KENYA,

AU MALI ET EN ZAMBIE AINSI QU'UN COMPTE RENDU DES CONTACTS EXPLORATOIRES QU'IL A EUES SUR LE MEME SUJET EN OUGANDA, ZANIE, ETHIOPIE, SOMALIE ET AU RWANDA. UN PROGRAMME DE TRAVAIL A ETE ARRETE EN VUE DE LA REUNION FORMELLE DU CONSEIL DEVELOPPEMENT DU 8 NOVEMBRE.

PAR AILLEURS, M. PISANI A INTRODUIT LES THEMES ESSENTIELS DU MEMORANDUM SUR LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT. CECI A DONNE LIEU A UNE LIBRE DISCUSSION DE DIFFERENTES QUESTIONS POLITIQUES SOULEVEES PAR CE MEMORANDUM. IL EST PREVU QUE LES TRAVAUX D'EXAMEN DU MEMORANDUM SERONT ACTIVEMENT MENES DANS LE CADRE DU GROUPE AD HOC DU CONSEIL EN VUE DE L'ADOPTION DE CONCLUSIONS PAR LE CONSEIL DEVELOPPEMENT DU 8 NOVEMBRE ET LE CONSEIL AFFAIRES ETRANGERES DES 22/23 NOVEMBRE.

4.8 PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT  
 -----

LA COMMISSION VA PROCEDER A UN ECHANGE DE LETTRES AVEC LE DIRECTEUR EXECUTIF DU PNUE CONCERNANT LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LES DEUX INSTITUTIONS. CETTE COOPERATION SE TRADUIT POUR L'INSTANT PAR DES ECHANGES D'INFORMATIONS ET PAR UNE PARTICIPATION DE LA COMMISSION AUX SESSIONS ANNUELLES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUE. CONFORMEMENT AUX CONCLUSIONS DE LA VISITE DU DIRECTEUR EXECUTIF, M. TOCBA, A LA COMMISSION DU 25 NOVEMBRE 1981, UN CERTAIN NOMBRE DE DOMAINES SPECIFIQUES D'INTERET COMMUN FERONT DESORMAIS L'OBJET DE CONSULTATIONS REGULIERES ET UNE LIAISON DIRECTE ENTRE LES DEUX ORGANISATIONS SERA ASSUREE PAR L'INTERMEDIARE DE LA DELEGATION AU KENYA.

4.9 IMPORTATIONS PEAUX BEBES-PHOQUES  
 -----

(ATTENTION DIS : LUNDI PROCHAIN, M. NARJES DEVRAIT PRESENTER DEVANT LE PARLEMENT UNE PROPOSITION DE LA COMMISSION VISANT A INTERDIRE DANS LA COMMUNAUTE LES IMPORTATIONS DES PEAUX DE BEBES-PHOQUES HARPEES "A MANTEAU BLANC" ET DES BEBES-PHOQUES A CAPUCHON "A DOS BLEU" AINSI QUE DE CERTAINS PRODUITS DERIVES.

(LES CONSULTATIONS QUI ONT EU LIEU AVEC LE CANADA ET LA NORVEGE SUR L'INTERDICTION DE LA CHASSE AUX BEBES-PHOQUES N'ONT DONNE AUCUN RESULTAT POSITIF. LA MESURE PROPOSEE EVITERAIT LES DISTORSIONS EVENTUELLES DE CONCURRENCE QUI POURRAIENT RESULTER DES MESURES NATIONALES QUE PLUSIEURS ETATS MEMBRES ONT PRISES OU ENVISAGENT DE PRENDRE). FIN DIS).

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES  
 -----

5.1 DELEGATION DE VIENNE  
 -----

LA COMMISSION A NOMME M. GOPPEL CHEF DE LA DELEGATION DE LA COMMISSION AVEC EFFET AU 1ER NOVEMBRE. MICHAEL GOPPEL, AGE DE 46 ANS, EST ENTRE A LA COMMISSION EN 1964 A LA D.G. DE LA CONCURRENCE ET AFFECTE A LA D.G. DE L'ENERGIE AU MOMENT DE SA CREATION. IL EST ACTUELLEMENT A LA DELEGATION AUPRES DE L'OCDE.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
 NNNN